



Les étranges accusations d'un cybercorbeau

Des accusations sur internet sur des soi-disant liens entre Sarkozy et le Mossad

Par [Jean-Marc Leclerc](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 22 octobre 2007

[Le figaro](#) 22 octobre 2007

INTERNET. La PJ enquête sur un courriel envoyé durant la présidentielle à cent hauts responsables de la police. Il affirmait que Sarkozy, comme Balkany, Lellouche, Devedjian et Aeschlimann, étaient liés au Mossad. UNE OFFICINE a-t-elle voulu déstabiliser Nicolas Sarkozy durant la campagne présidentielle ? Une enquête confiée à la Direction centrale de la police judiciaire doit l'établir. Fin mars 2007, dans la dernière droite de l'élection, tous les directeurs départementaux de la sécurité publique, soit une centaine de hauts fonctionnaires, ont été destinataires d'un étrange courriel. Le futur président y était taxé, ni plus ni moins, d'avoir été recruté dans les années 1980 par le Mossad, le service secret israélien.

Le texte envoyé se présente sous la forme d'une « note de synthèse » de deux pages. Son titre : « L'infiltration du Mossad israélien dans l'UMP. Nicolas Sarkozy: le quatrième homme. » Au-dessus, un pseudo-logo de la « DGSE ». « Tout cela respire la manip à plein nez, avec des relents d'extrême droite », prévient un cadre dirigeant au ministère de l'Intérieur.

Selon l'auteur du message, en 1978, le gouvernement de Menahem Begin aurait commandité l'infiltration du parti gaulliste pour en faire une sorte de partenaire d'Israël. L'opération aurait été montée par Rafael Eytan, maîtreespion israélien. « Trois citoyens français prédisposés à collaborer » auraient donc été ciblés : Patrick Balkany, Patrick Devedjian et Pierre Lellouche. Balkany est présenté comme le chef du « réseau ».

En 1983, Patrick Balkany aurait recruté le « jeune et prometteur » Sarkozy, le « quatrième homme du Mossad ». Une cinquième recrue serait venue compléter le dispositif dans les années 1990: Manuel Aeschlimann, député-maire d'Asnières (Hauts-de-Seine). Le cybercorbeau affirme que ce proche de Sarkozy est « chargé d'établir des contacts avec des responsables iraniens en France ». Une assertion d'autant plus perfide que sa ville d'Asnières accueille effectivement une forte communauté iranienne.

Aucune empreinte.

Embarrassé, l'état-major policier d'alors a dû rapporter en haut lieu le contenu de ce courriel farfelu et la qualité de ses destinataires. Aussitôt, une enquête a été diligentée, confiée à la PJ. Les policiers ont découvert que le message est parti d'un cybercafé du Val d'Oise.

Mais le corbeau a bien choisi le lieu de ses persiflages : dans ce commerce où l'anonymat

est la règle, puisque la loi n'impose pas de présenter ses papiers pour accéder aux ordinateurs, il n'y avait pas de vidéosurveillance. Aucune empreinte, aucune trace d'ADN n'a pu être exploitée. L'expertise des machines n'a rien donné. Pas plus que l'analyse sémantique du texte.

Et l'enquête se poursuit à la demande du parquet. Au risque de donner à cette affaire une importance qu'elle ne méritait pas.

La source originale de cet article est [Le figaro](#)
Copyright © [Jean-Marc Leclerc](#), [Le figaro](#), 2007

Articles Par : [Jean-Marc Leclerc](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca